

L'ANTIDOTE — Anticapitaliste



UN PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES CATASTROPHES SANITAIRE ET SOCIALES !

Alors qu'il est toujours aussi difficile de se faire vacciner contre le Covid et que les livraisons des vaccins prennent du retard, Macron s'est réuni avec les labos pour leur faire promettre un peu plus de doses. Une promesse payée par des nouvelles subventions, car il s'agit de verser 300 millions d'euros supplémentaires aux patrons du secteur pharmaceutique. Pendant ce temps, Sanofi annonce que son dividende va dépasser les quatre milliards d'euros... et supprime 1 700 postes, dont 1 000 en France et 400 dans la recherche.

PÉNURIES, PÉNURIES...

Alors que des vaccins viennent de voir le jour et nous permettraient d'intensifier la lutte contre le virus, le système des brevets et la loi du profit freinent la production de vaccins. La pénurie de doses s'installe, après celle de matériel médical, de masques, de médicaments, de tests. Pendant ce temps, dans les hôpitaux, les déprogrammations de soins continuent, augmentant les risques sur la santé. Toujours plus d'efforts sont demandés aux travailleurs de la santé. Et les projets de réorganisation hospitalière continuent : 300 suppressions de lits programmées avec le nouvel hôpital Paris-Nord, 150 à Marseille, etc.

LA FAUTE À QUI ?

Dans les écoles, le gouvernement jure que les vacances de février ralentiront la circulation du virus.

À la Toussaint, Blanquer affirmait pourtant l'inverse. Contraint d'admettre la réalité des contaminations en milieu scolaire, le ministre accuse les masques en tissu et renvoie à la « responsabilité individuelle ». Et les classes surchargées par manque de salles et de profs, les 1 800 postes supprimés à la rentrée 2021, c'est la faute à qui ? Dans la santé comme dans l'éducation, les moyens et le personnel qui manquent depuis longtemps deviennent désormais indispensables à la sécurité sanitaire. Mais le gouvernement n'en a que faire, et laisse encore une fois les travailleurs assumer la charge de la situation sanitaire. Tandis que le gouvernement continue dans sa logique répressive, les seuls qui échappent à ce tour de vis sont bien les grands patrons. Contrairement au virus, les restrictions gouvernementales s'arrêtent à leur porte. Le télétravail serait efficace pour réduire les contaminations, mais pour la ministre du Travail, pas question de manier le bâton contre les employeurs qui préfèrent l'exploitation en « présentiel ». Tout juste quelques gronderies devant les caméras. Les intérêts de ces grands patrons exploités et licenciés sont la seule boussole de la politique sanitaire et économique du gouvernement.

DÉFENDONS NOS INTÉRÊTS DE TRAVAILLEUSES ET DE TRAVAILLEURS !

Tandis que les cadeaux continuent pour le patronat, l'indemnité de chômage partiel tombera, elle, de 84 % du salaire net à 72 % au 1er mars. Entre ce chômage partiel au rabais et les plans de licenciement qui se multiplient, sous couvert de départs « volontaires » ou non, les travailleurs sont les seuls à payer cette crise. Le gouvernement et les patrons font cause commune pour préserver les profits et gérer l'épidémie sur le dos de notre santé, de nos emplois, de nos salaires et de nos conditions de vie. Sur tous ces sujets, nous avons une voix à faire entendre. Pas un centime de notre poche ! Pas un poste en moins, pas un licenciement ! Ni jeunes ni retraités qui fassent la queue aux soupes populaires ! Réduction du temps de travail sans perte du salaire pour en finir avec le chômage ! Et embauche en fixe de tous les précaires. Les profits accumulés par les grandes entreprises suffisent largement pour maintenir les rémunérations et partager le travail entre tous, pour mettre les moyens qu'il faut, c'est-à-dire des embauches, dans la santé et la production de vaccin, dans l'éducation et dans tous les services essentiels.

**RETROUVEZ
TOUS NOS
ANTIDOTES ICI**



CHAUDS, CHAUDS, CHAUDS, COMME LE CHU DE TOULOUSE

Après la grève du pôle orthopédie, traumatologie puis des infirmières de blocs opératoires au CHU de Toulouse en janvier, c'est au tour des manipulateurs radio du CHU de Toulouse de faire entendre leur mécontentement. Mardi dernier, les grévistes sont allés crier leur mécontentement au siège de leur direction et ont obtenu l'engagement de négociations. Partout ce sont

les mêmes revendications créées aux directions hospitalières : augmentation des salaires, obtention des primes promises (prime « Buzyn »), embauches pour effectuer les missions correctement et garantir la formation continue aux hospitaliers. Chaque profession de la santé semble avoir donné envie à l'autre de se battre ; bientôt une grève tous ensemble ?

NE COMPTONS QUE SUR NOUS-MÊMES

Face au manque cruel de moyens (humains et matériel), aux fermetures de lits qui continuent et aux difficultés d'accès aux soins dans la région parisienne, le Collectif Inter Hôpitaux et le Collectif Inter Urgences des hôpitaux de St-Denis à Paris prévoient de se retrouver en Assemblée Générale (93) mardi 9 février sur zoom. Puisque l'Etat ne répond

en rien à nos besoins et n'affiche pour nous que du mépris, ils comptent bien faire eux-mêmes l'état des lieux des besoins et réfléchir aux mobilisations possibles. Malgré notre épuisement et nos difficultés, il est urgent pour nous aussi de se retrouver, d'échanger et de s'accorder pour imposer nous-mêmes nos conditions de travail.

LE FUTUR DE LA SANTÉ À NANTES PREND DÉJÀ L'EAU

Samedi 6 février, environ 200 personnes manifestaient à Nantes pour dire Stop au projet aveugle et nuisible du transfert du CHU vers l'île de Nantes. En pleine crise sanitaire, alors que nous sommes épuisés de devoir nous faire entendre, la mairie continue de soutenir un projet coûteux en zone inondable, avec

moins de lits et moins de personnel. Ce ne sont pas les équipes politiques de l'opposition à la mairie qui mettront un terme à cette logique criminelle mais bien l'ensemble des hospitaliers en imposant par la lutte, d'ores et déjà, de meilleures conditions de travail et de soins.

CLUSTERS À L'HÔPITAL : LES SOIGNANTS ENCORE EN PREMIÈRE LIGNE

Quimper, Menton, Créteil, Compiègne, Dieppe, Arras, Le Havre, Niort... la liste des clusters dans les hôpitaux s'allonge depuis le début de l'année. Des dizaines de soignants malades du Covid, qu'il faut isoler alors que les hôpitaux sont exsangues.

Une situation d'autant plus révoltante qu'un vaccin existe ! Au printemps, Macron promettait des médailles aux soignants : c'est clair que cela coûte moins cher que des embauches et des vaccins ! Mais c'est moins efficace pour lutter contre une épidémie...

DES TEMPÉRATURES EXTRÊMES POUR LA FIN DU SIÈCLE ?

Les températures moyennes risquent d'augmenter d'environ 4°C vers la fin du siècle, et jusqu'à 6°C durant l'été, en cas d'émissions de gaz à effet de serre non contrôlées d'après les projections publiées par Météo France. Canicules, sécheresses et montée du niveau des océans, insécurité alimentaire et diminution des réserves en eau, etc. Telles sont les conséquences des activités humaines dans le cadre du capitalisme, et

les États et les grandes entreprises continuent leur exploitation cynique de la nature pour le profit. Comme pour la santé ou l'éducation, la lutte climatique n'intéresse pas les dirigeants de cette société quand il n'y a pas de profit à la clé. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et nos mobilisations afin de prendre sur leurs profits pour défendre notre environnement, pour lutter contre une épidémie...

Que voulons-nous ?

Le Npa regroupe des militants de sensibilités différentes qui luttent pour une société sans pollution, sans misère et sans guerre. Cela veut dire aujourd'hui en finir avec le capitalisme car nos vies valent plus que leurs profits. La santé n'est pas une marchandise et nous comptons rassembler toutes celles et ceux

qui partagent ces objectifs. N'hésite pas à faire traîner ce tract où tu veux qu'il soit lu et nous contacter pour préparer la riposte.

POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER



www.convergencesrevolutionnaires.com